

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Auvergne-Rhône-Alpes : un regain d'activité inégal au 4ème trimestre sur fond d'année 2025 morose

MAI 2026



En bref...

L'économie française ralentit au 4ème trimestre 2025 (+0,2% après 0,5%). La croissance est freinée par l'investissement (+0,3% après +0,8%), notamment celui des entreprises (-1 point), tandis que le commerce extérieur renforce sa contribution (+0,2 point), en lien avec le repli des importations (-2,5 points). La demande intérieure apparaît vigoureuse soutenue par la consommation des ménages. **En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie a quant à elle progressé au quatrième trimestre.** Ce constat diffère cependant selon les secteurs : la construction a confirmé son redressement, les services marchands sont restés bien orientés, tandis que l'industrie mobilise fortement ses capacités de production, mais présente également des carnets de commandes bas et des stocks de produits finis croissants. **Du côté de la dynamique entrepreneuriale, les créations d'entreprises reculent ce trimestre (-3,4%), tout comme les défaillances pour la première fois de l'année (-0,6%).** Le chiffre d'affaires des entreprises régionales poursuit sa baisse au même rythme qu'au précédent trimestre (-1,1%).

L'emploi salarié a légèrement fléchi au 4ème trimestre (-0,1% après +0%). Encore une fois, l'intérim accélère (+1% après +0,1%) et le tertiaire non marchand ralentit (+0,1% après +0,3%) ce qui n'est pas le cas de l'industrie (-0,2%) et de la construction (-0,4%). La dynamique de l'emploi dans le tertiaire non marchand s'est quant à elle inversée (-0,3% après +0,3%).

Le taux de chômage augmente au 4ème trimestre (+0,2 points et 6,8%), au même rythme que l'évolution nationale (+0,2 points et 7,7%). Cette augmentation concerne l'ensemble des départements régionaux.

Le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A,B,C a augmenté de +1,3% ce trimestre (contre +1% au niveau national), une évolution proche de celle du trimestre précédent (+1,2%).

Zoom sur... l'année 2025 en Auvergne-Rhône-Alpes

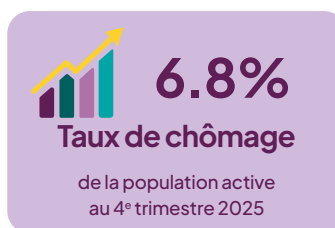
Après deux années de ralentissement, l'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes poursuit une faible dynamique en 2025.

L'activité a peu évolué dans l'industrie (+0,1% après -1,7%) et dans la construction (-1% après -0,6%), tandis qu'elle a légèrement progressé dans les services marchands mais moins qu'en 2024 (+1,7% après +3,3%). Les effectifs salariés régionaux restent stables (+0%) et la dynamique entrepreneuriale reste pénalisée par des défaillances toujours en augmentation (+3,8%) bien qu'en ralentissement et un rythme de créations d'entreprises moins soutenu (+4,9% après +7,6%).

Enfin, le taux de chômage régional, qui demeure parmi les plus bas de France (6,8% de la population active) a augmenté de +0,2 point en moyenne sur l'année. Et, alors que les premières enquêtes de conjoncture appelaient à l'optimisme pour 2026, prédisant des rythmes de croissance inédits depuis les années 2010 (Insee, décembre 2025) et une reprise modérée en Auvergne-Rhône-Alpes dans les trois grands secteurs, le déclenchement du conflit au Moyen-Orient semble déjà assombrir le trait.



Chiffres clés en Auvergne-Rhône-Alpes



Évolution sur un trimestre

(T4 2025 / T3 2025)

↘ -0.1%

(-0.2% en France)

↗ +0.2 pt

(+0.2 pt en France)

↗ +1.3%

(+1% en France)

Évolution depuis un an

(T4 2025 / T4 2024)

+0%

(-0.2% en France)

↗ +0.5 pt

(+0.6 pt en France)

↗ +4.5%

(+4.8% en France)

Encadré 1. Pour bien comprendre : pourcentage, point et contribution à la croissance

À plusieurs reprises, la synthèse de conjoncture mobilise des pourcentages. Néanmoins, ceux-ci peuvent renvoyer à deux notions distinctes : la proportion et le point qui ne s'interprètent pas de la même manière. La proportion permet d'exprimer la part d'un total. Par exemple, le taux de chômage représente 6,8% de la population active en Auvergne-Rhône-Alpes. Le point, en revanche, mesure l'écart entre deux valeurs. Si le taux de chômage atteignait 6,8% de la population active au 4^e trimestre 2025 et qu'il concernait 6,6% de la population active au 3^e trimestre 2025, on peut dire que le taux de chômage a augmenté de +0,2 point d'un trimestre à l'autre (6,8%-6,6%).

Ainsi, lorsque l'on écrit que le taux de chômage accélère (6,8% et +0,2 point), on mentionne une proportion, c'est-à-dire la part du total et une différence entre deux valeurs. Enfin, les points peuvent être mobilisés quand on évoque la contribution d'une variable à un total. Dans le cas du PIB par exemple, les valeurs de la demande intérieure, des stocks et du commerce extérieur s'expriment en points. Ce trimestre par exemple, le commerce extérieur contribue à l'évolution du PIB à hauteur de 0,7 point.



LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

L'économie française retrouve un rythme plus lent au 4ème trimestre 2025

Au 4ème trimestre 2025, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France retrouve un rythme plus lent (+0,2% après +0,5%), à l'image des évolutions du printemps (+0,3%) et de l'hiver (+0,1%).

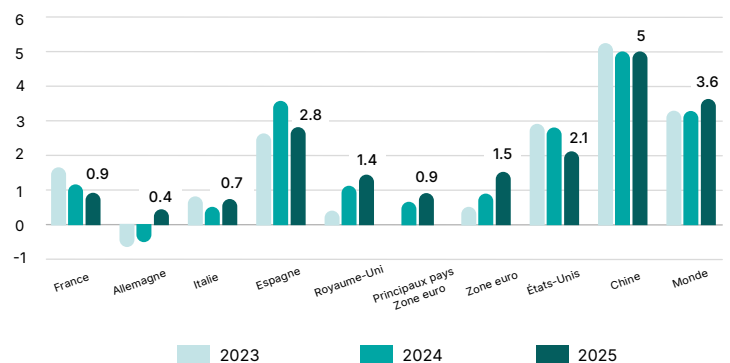
Ce frein s'explique d'abord par le ralentissement de l'investissement (+0,3% après +0,8%), notamment celui des entreprises (-0,1% après +1,1%), et plus particulièrement dans le domaine des produits manufacturés (-1,5 point). Aussi, on observe le net recul des exportations (+1% après +3,1%), conjugué au repli des importations (-1,1% après +1,4%). La contribution des variations de stocks apparaît quant à elle de plus en plus négative (-0,8 point après -0,4 point), signe que les entreprises y puisent à nouveau. **À l'inverse, c'est du côté des ménages que se situent les tendances positives,** tant sur le plan de la consommation (+0,4% après +0,1%) portée par l'énergie (+0,5%) et les biens fabriqués (+0,7%), que sur l'investissement (+1% après +0,5%).

La demande intérieure soutient ainsi la croissance pour le troisième trimestre consécutif (+0,3 point), tout comme le commerce extérieur qui poursuit son dynamisme (+0,7 point après +0,5). Quant aux différents climats issus de données qualitatives récoltées par l'INSEE, celui des affaires s'améliore nettement (au plus haut depuis juin 2024), tandis que celui de l'emploi continue de se dégrader (au plus bas depuis fin 2013). Le pessimisme perdure pour les ménages, alors que l'inflation diminue¹ (0,9% après 2% en 2024) et reste inférieure aux autres pays européens (2,1%).

Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance économique a légèrement ralenti par rapport à 2024 (+0,9% après +1,1%). La demande publique y contribue pour moitié pour la deuxième année consécutive, tandis que la consommation des ménages est restée limitée (+0,4% après +1%) et que l'épargne est supérieure à la période d'avant crise sanitaire. Les investissements des entreprises comme ceux des ménages sont à nouveau positifs. Le commerce extérieur a quant à lui pesé négativement (-0,6 point après 1,3 point) du fait du ralentissement des exportations et du recours au stock.

Au second semestre, le commerce mondial a retrouvé un rythme plus régulier lui permettant d'accélérer sur l'année (+3,6% après +3,3%). Dans la zone euro, la croissance a certes accéléré (+1,5% après +0,9%) mais moins significativement pour les quatre² principaux pays (+0,9% après +0,7%) et surtout les trajectoires nationales apparaissent toujours très contrastées de l'Espagne (+2,8% après +3,5%) à l'Allemagne (+0,4% après -0,5%). La croissance s'est renforcée au Royaume-Uni (+1,3% après +1,1%), a ralenti aux États-Unis (+2,1% après +2,8%) et s'est stabilisée en Chine (+5%).

Taux de croissance annuel des principaux pays ou zones géographiques entre 2023 et 2025



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NSBC

Pour en savoir plus : [Insee, Note de conjoncture, Inflation ravivée, croissance fragilisée - Mars 2026](#)

¹ Cette modération s'explique par la baisse marquée des prix de l'énergie (-5,6%) après une hausse de 2,3% en 2024. Ces données parues en janvier ne tiennent pas compte du contexte au Moyen-Orient et de la flambée des prix des hydrocarbures qui pourrait en découler.

² France, Italie, Allemagne et Espagne.

Des projections très incertaines pour 2026 et les années à venir

Les dernières projections de la Banque de France arrêtées à la mi-mars 2026, soit seulement une quinzaine de jours après le déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février dernier, révèlent **trois scénarii³ possibles** :

- **le scénario favorable, le plus probable, prévoirait une croissance de +0,9% en 2026, avec une activité toujours résiliente au 1er trimestre 2026 et une inflation bondissante de +0,9% à +1,7%**. La hausse des prix de l'énergie et la détérioration du contexte géopolitique se ressentiraient à partir du 2ème trimestre 2026. La croissance s'établirait à +0,8% en 2027 et +1,2% en 2028.
- le scénario défavorable où il y aurait une réduction de 40% des flux de pétrole et de GNL transitant par le détroit d'Ormuz sans endommagement des infrastructures. Là, l'inflation s'élèverait à +1,7% et la croissance de 2026 plafonnerait à +0,6%.
- le scénario très défavorable supposerait une réduction de 60% des flux de pétrole et de GNL transitant par le détroit d'Ormuz avec détérioration des infrastructures. Ici, l'inflation grimperait à 3,3% dès 2026 et la croissance du PIB de +0,3% en 2026 serait impactée sur la longueur (+0,4% en 2027), avec toutefois un rebond dès 2028 (+1,5%).

L'ensemble du commerce mondial étant soumis à l'évolution de la situation au Moyen-Orient, il est-là aussi difficile de faire des prévisions. Celles-ci semblent ainsi découpées entre un premier semestre avec une bonne orientation conjoncturelle et un deuxième semestre très incertain, avec des premiers effets négatifs perceptibles dès le 2ème trimestre 2026. Au premier semestre, d'après les acquis de croissance, on noterait un rebond de l'activité aux États-Unis (+1,8%), une croissance modérée de la zone euro (+0,8%), le redressement de la croissance allemande (+0,4%), les accélérations de la France (+0,9%) et de l'Italie (+0,6%) et le maintien de la dynamique en Espagne (+0,7%). L'activité tournerait au ralenti au Royaume-Uni (+0,5%), à l'inverse de la Chine (+3,5%) via une réorientation de ses débouchés en Asie et des gains de part de marché en Europe.

Encadré 2 : Conflit au Moyen-Orient, quid des premiers impacts ?

Le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février 2026 devrait bouleverser le commerce international, en freinant la circulation des marchandises ainsi qu'en faisant flamber le prix des hydrocarbures, sans que l'on ne sache ni la durée ni l'ampleur de la crise entamée. En quelques semaines, le prix du baril a grimpé de 63 dollars en moyenne fin 2025 à près de 100 dollars.

Étant indexés sur des cours internationaux, les prix de l'énergie devraient impacter ces prochains trimestres les territoires. De quelle façon ? D'abord le conflit devrait propulser le niveau de l'inflation de 0,9% à un peu plus de 2% au printemps. L'inflation liée à l'énergie bondirait de -2,9% en février à +6,6% dès mars, avec un pic en mai (+12,4%). Au premier semestre, hors transport aérien, les répercussions aux autres secteurs devraient être limitées. Ensuite, ce regain d'inflation pourrait se propager aux ménages en impactant leur pouvoir d'achat, donc la consommation (+0,1% après +0,4%). Heureusement le niveau d'épargne relativement élevé en France pourrait servir d'amortisseur.

D'un point de vue structurel aussi, la Banque de France estime que le choc devrait être de moindre ampleur que lors du déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022. En effet, la France ne présente pas de terrain inflationniste préalable et le pays s'approvisionne en GPL ailleurs, notamment aux États-Unis.

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Mars 2026](#)

³ Ces scénarii sont à aborder avec prudence dans la mesure où ils n'anticipent aucune réaction des politiques monétaires et budgétaires tout comme des éventuelles anticipations sur les marchés financiers.

Une croissance régionale inégalement renforcée au 4^{ème} trimestre

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **l'économie régionale a progressé au quatrième trimestre après le ralentissement observé le trimestre précédent du fait d'incertitudes conjoncturelles fortes.**

La production industrielle s'est raffermie sur l'ensemble de la période et le taux d'utilisation des capacités de production a poursuivi son redressement pour atteindre son plus haut niveau depuis mai 2024 (75%). **Les trajectoires sont restées toutefois hétérogènes selon les secteurs.** Si la plupart des branches ont été dynamiques sur la période, les *industries chimiques* et *pharmaceutiques* ont continué de se replier. Dans l'industrie, les carnets se sont progressivement renforcés, mais sont toujours jugés insuffisants. Les stocks de produits finis, déjà jugés hauts le trimestre précédent, se sont encore alourdis.

Le secteur des services marchands est resté bien orienté sur l'ensemble du trimestre dans la plupart des filières, à l'exception du *travail temporaire* et de *l'ingénierie-études techniques* qui ont continué de reculer, tandis que les *activités informatiques* se sont révélées peu dynamiques.

Dans le secteur de la construction, le redressement de l'activité s'est confirmé dans le bâtiment, tiré par le *second œuvre*, qui bénéficie de carnets bien garnis. Ce trimestre est également marqué par un regain d'activité dans le *gros œuvre*, malgré des carnets dégradés. Dans les *travaux publics*, après trois trimestres de repli, l'activité a légèrement progressé, favorisée par des conditions climatiques plus favorables. Toutefois les carnets se sont maintenus à un niveau jugé bas.

Les prix de vente ont peu évolué dans l'industrie, se sont appréciés dans les services marchands, alors qu'ils ont continué de reculer dans la construction en raison d'une concurrence exacerbée entre les acteurs. Les effectifs se sont légèrement érodés dans l'industrie alors qu'ils se sont stabilisés dans les services marchands et la construction. Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont atténuées dans les services marchands et le bâtiment, mais renforcées dans l'industrie.

Pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Octobre, Novembre, Décembre 2025](#)

La baisse persistante du chiffre d'affaires des entreprises privées de la région

Le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région poursuit sa baisse sur un an au même rythme qu'au précédent trimestre (-1,1%), et toujours à rebours de la tendance nationale (+1,3%). Cela représente près de 572 millions d'euros.

Dans le détail, les trajectoires des principaux secteurs apparaissent différenciées. Les *Industries manufacturières* (-0,1 point) et les *Activités financières* (-3,9 points) renforcent leur décroissance, celle de la *Construction* ralentit (-3,6% à -2,4%) et seule celle du *Commerce* accélère véritablement (+0,4 point). D'après la DRFIP⁴, « les grandes entreprises subissent une baisse de chiffre d'affaires, pendant que l'activité des petites et moyennes entreprises progresse ».

Sur le plan territorial aussi, les dynamiques sont inégales. On note toutefois des reculs marqués en Isère et dans la Loire, tandis que la hausse la plus importante revient à la Drôme (+2,7%). Parmi les évolutions remarquables, les *Activités financières* sont en chute en Isère (-62%) et en Haute-Savoie (-31%), tandis que les chiffres d'affaires augmentent pour les entreprises de *l'Hébergement et la restauration* en Haute-Loire et en Savoie (+10%).

⁴ Direction Régionale des Finances Publiques.

Chiffre d'affaires	Montant 4 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 4 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	578 557	571 918	1.3%
Total France	6 773 077	6 864 095	-1.1%

Chiffre d'affaires	Montant 4 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 4 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	578 557	571 918	1.3%
Industrie manufacturière	139 150	135 306	-2.8%
Construction	51 536	50 312	-2.4%
Commerce	179 924	180 394	0.3%
Activités financières	33 970	29 533	-13.1%
Transport et entreposage	26 051	26 372	1.2%
Hébergement et restauration	14 589	15 237	4.4%

Chiffre d'affaires	Montant 4 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 4 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	578 557	571 918	1.3%
Ain	33 734	33 991	0.8%
Allier	15 365	15 558	1.3%
Ardèche	10 881	10 879	0.0%
Cantal	5 484	5 622	2.5%
Drôme	28 453	29 216	2.7%
Isère	77 865	73 661	-5.4%
Loire	41 117	39 298	-4.4%
Haute-Loire	9 096	9 330	2.6%
Puy-de-Dôme	38 882	39 044	0.4%
Rhône	231 680	229 746	-0.8%
Savoie	29 571	29 952	1.3%
Haute-Savoie	56 429	55 621	-1.4%

Source : DRFIP Ecoviz. Données cumulées du 1^{er} janvier au 31 décembre.

L'évolution du tissu régional d'entreprises

Baisse des créations d'entreprises sur le trimestre, mais hausse sur un an

Après deux trimestres consécutifs de hausse, les créations d'entreprises sont en baisse à l'automne 2025 (-3,4% après +6,1%) avec 3 4658 nouvelles structures soit 1 205 de moins qu'au trimestre précédent. Ce fléchissement est plus marqué qu'au niveau national où les micro-entreprises ont été plus dynamiques (+1,8% contre -4,3% en région Auvergne-Rhône-Alpes). Les entreprises classiques sont aussi concernées (-1,5%). Tous les grands secteurs semblent touchés, à l'exception des entreprises classiques dans les services (+0,6%). Des retournements notables sont à souligner : dans la *Construction* tant pour les micro-entreprises (-2,4% après +8%) que pour les entreprises classiques (-6,1% après +7,5%), mais aussi pour les micro-entreprises de l'*Industrie* (-9% après +6,1%) et du *Commerce, transport, hébergement et restauration* (-5,9% après +5,8%). L'activité morose et le climat risqué pèsent sur la confiance, les opportunités et les projets d'entrepreneuriat.

L'évolution des créations d'entreprises sur l'année apparaît plus stable : +4,9% dans la région (après +6,9% en 2024) et +5,2% au national, symbolisé par les créations de micro-entreprises dans le secteur industriel (+11%). Ces évolutions demeurent nettement moins importantes qu'avant la crise sanitaire (+24,9%).

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

Dans le détail, les **Activités scientifiques et techniques** et les **Activités de soutien aux entreprises** sont celles qui enregistrent le plus grand nombre de création d'entreprises. Par poste, on compte, les activités de *postes et de courrier* (596), le *nettoyage courant des bâtiments* (584) et le *conseil pour les affaires et autres conseils de gestion* (510). À l'exception du Cantal (-1,5%), l'ensemble des départements régionaux voient une augmentation des créations d'entreprises sur un an, allant de +1,3% pour l'Ardèche et la Drôme à +6,5% pour la Savoie.

Les défaillances d'entreprises baissent pour la première fois de l'année

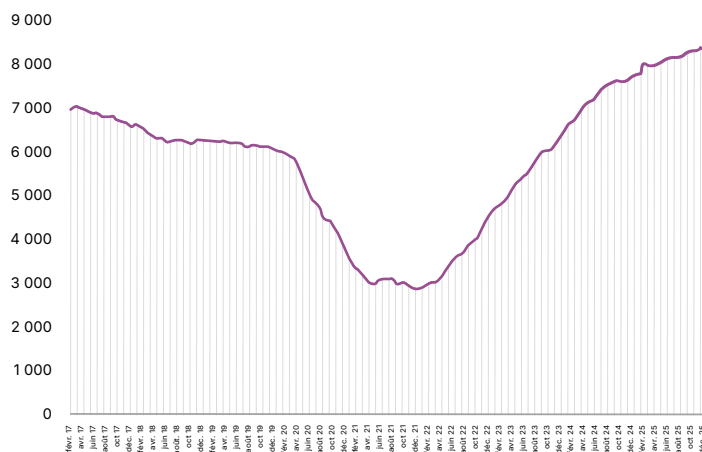
Le nombre de défaillances d'entreprises diminue légèrement en Auvergne-Rhône-Alpes au 4ème trimestre 2025 (-0,6% après +2,7%). C'est la première fois de l'année et le premier trimestre de baisse depuis 2021 ! La région en a enregistré 8 151 entre janvier et décembre 2025. Le nombre de défaillances diminue de façon importante dans la **Construction** (-8,1% et -12 points). Il augmente en revanche dans l'**Industrie** (+4,9% et + 3 points) et dans l'**Enseignement, santé, action sociale et services au ménage** (+3% et +1,7 points). Les défaillances d'entreprises sont sujettes à une variabilité mensuelle importante, liées à des procédures reportées, des effets saisonniers. Aussi, cette décélération ponctuelle intervient après une longue période de hausse, qui sous-entendrait un ralentissement dans une situation fragile plus qu'un vrai retournement.

À l'échelle nationale, le rythme des défaillances d'entreprises ralentit (+3,6% après +6,1%). En décembre 2025, ce sont surtout les moyennes entreprises (+11,9%) et les TPE (11,1%) qui contribuent à cette augmentation. Cependant, par rapport à septembre, l'évolution la plus marquée revient aux ETI et grandes entreprises (+26,5 points).

Sur un an, les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter mais à un rythme bien moins soutenu qu'en 2024 (+3,8% contre +18,7% à l'époque), tout en restant nettement supérieures à leur niveau d'avant la crise sanitaire (+36,9%). On note les croissances marquées de l'*Agriculture*, de l'*Industrie*, de l'*Hébergement et restauration* et du *Soutien aux entreprises*, ce qui ne correspond toutefois pas toujours à des volumes élevés, à l'exception des deux derniers secteurs, qui enregistrent respectivement 107 et 98 défaillances en 2025.

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumul sur un an



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles brutes

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

Légère baisse de l'emploi salarié au 4ème trimestre de 2025

L'emploi salarié a légèrement baissé au 4ème trimestre 2025 (-0,1%), suivant la tendance nationale (-0,2%). Cela représente une perte de 2 393 emplois sur le trimestre en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette diminution est surtout liée au secteur public (-0,3%), moins qu'au secteur privé (+0%).

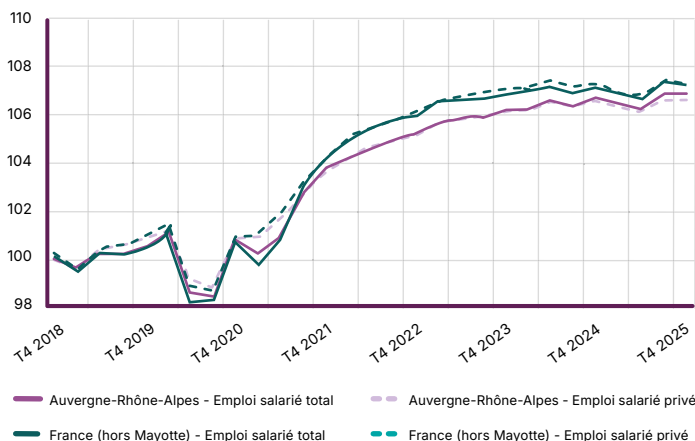
L'emploi intérimaire poursuit sa hausse (+1% après +0,1%). Il représente l'équivalent de 102 900 emplois et il est surtout mobilisé par la Construction (8,7%) et l'Industrie (7,2%). Le taux de recours en région (3,1%) est stable comparé à l'année précédente.

Dans le détail, l'Industrie (-0,2%) et la Construction (-0,4%) poursuivent leurs décroissances, alors que seul le tertiaire marchand continue sa progression (+0,1%). La trajectoire du tertiaire non marchand s'est quant à elle inversée (-0,3% après +0,3%). Dans l'industrie, on note les diminutions des Fabrications de matériels de transports (-0,5% après +0,1%) et des Fabrications d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de fabrication de machines (-0,6% après -0,3%). Dans les services, la croissance de l'emploi est tenue par les Activités scientifiques et techniques & services administratifs et de soutien (+0,3%), les Activités financières et d'assurance (+0,2%).

Sur un an, l'emploi salarié stagne +0% et reste supérieur de +5,4% à l'avant crise sanitaire.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1er trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre.

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Section rédigée par l'URSSAF

L'emploi salarié ralentit dans le tertiaire et continue de diminuer dans l'industrie

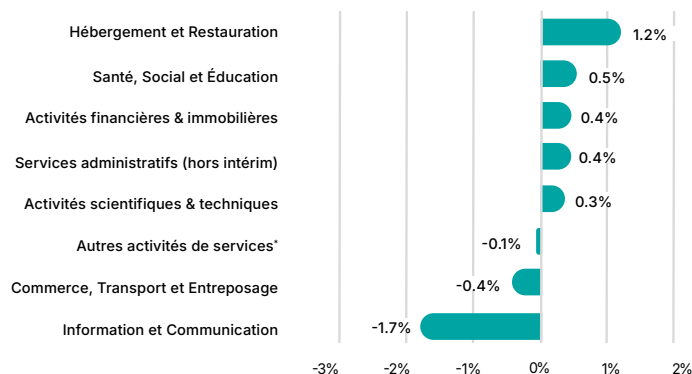
Les effectifs salariés privés dans le tertiaire (hors intérim) en Auvergne-Rhône-Alpes subissent un ralentissement de leur croissance annuelle pour atteindre seulement +0,1%. Cinq secteurs sont néanmoins en progression. Les plus générateurs de postes sont l'Hébergement et restauration (+1,2 %) et la Santé, Social et Éducation (+0,5 %), avec pour chacun plus de 1500 postes créés. Concernant ce secteur, ce sont les activités d'Action sociale sans hébergement et pour la Santé humaine qui progressent (+1 810 postes) alors que l'Enseignement est en recul (-600 postes).

À l'inverse, le secteur de l'Information et Communication poursuit son repli (-1,7 %, soit une perte de 1570 postes) avec notamment la baisse des Activités de programmation, conseil et autres activités informatiques (-530 postes).

Le Commerce, Transport et Entreposage, qui représente un tiers des postes salariés du tertiaire privé régional, est désormais en recul de 0,4%, représentant 2 250 postes perdus. Les Activités de commerce (hors automobile) ainsi que de Poste et de courrier concentrent la majorité des diminutions de postes.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les Services en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS./ (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

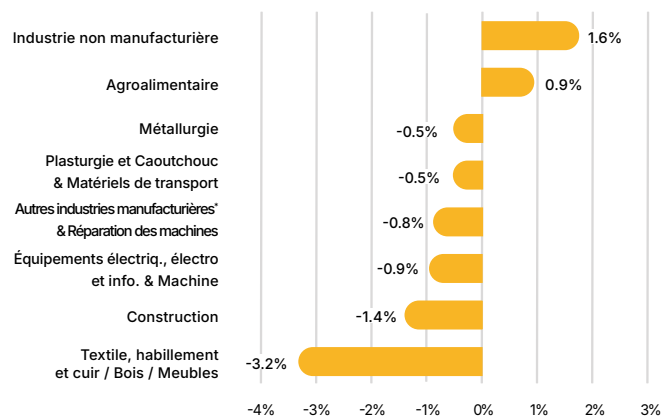
Dans l'industrie, les effectifs salariés privés en Auvergne-Rhône-Alpes continuent de diminuer (-0,5%). 2 450 postes ont été supprimés. La baisse la plus importante est supportée par le *Textile, habillement et cuir, bois, meuble* : -3,2% pour 1670 postes. L'ensemble des activités de ce secteur est en difficulté, avec une concentration du volume de postes perdus sur les activités de fabrication de textiles (-460) et l'imprimerie (-360).

Les *Équipements électriques* (-0,9%) et les *Autres industries manufacturières* (-0,8%) sont également en baisse, bien que dans une moindre mesure. L'industrie chimique est notamment en repli (-940 postes) alors la réparation et installation de machines et d'équipements progresse (+440 postes). À l'inverse, les *Industries non manufacturières et agroalimentaires* se maintiennent à la hausse avec des croissances de respectivement 1,6% et 0,9%. Ces secteurs sont portés par les activités de Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (+ 670 postes) et l'Industrie alimentaire (+ 570 postes).

Le repli de la *Construction* se poursuit au même rythme que le trimestre dernier (-1,4%) entraînant la destruction de 2 720 postes. Les activités de travaux de construction spécialisés, majoritaires dans le secteur, sont notamment concernées par ces importantes pertes de postes.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'Industrie et la Construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS./ (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

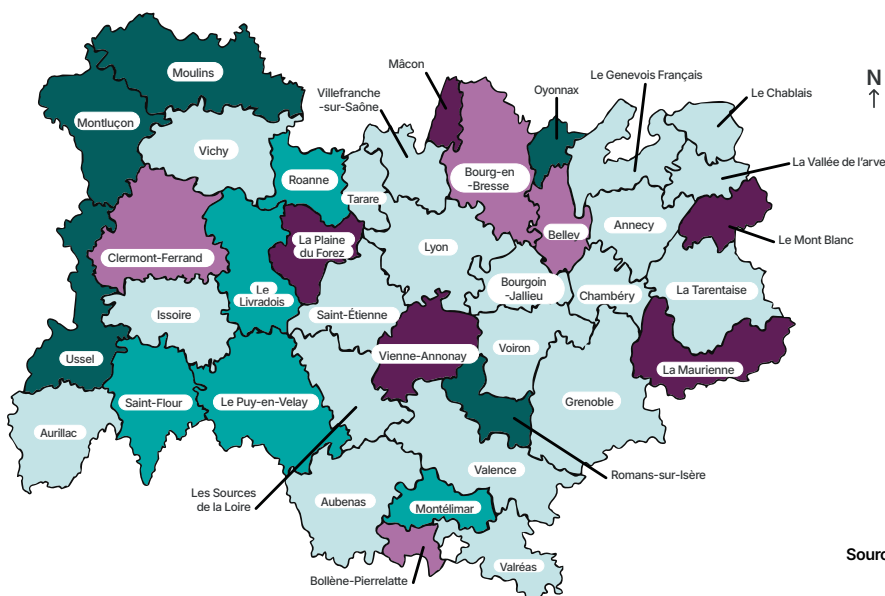
Une soudaine diminution de l'emploi salarié dans les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes

L'emploi salarié privé baisse dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes, au 4ème trimestre 2025 (-0,4% après +0% en moyenne). À l'automne, 16 zones d'emplois connaissent une augmentation des effectifs (contre 19 au trimestre précédent) et 23 une diminution (contre 17 l'été dernier). Aussi, l'écart entre la croissance la plus forte et la décroissance la plus forte bondit ce trimestre (passage de 3% à 7,3% soit +4,3 points), signe que le différentiel territorial s'accroît de nouveau.

Parmi les évolutions remarquables, on note les croissances les plus fortes pour les territoires de Mâcon (+3,3% et +1,8 point), de La Plaine du Forez et de La Maurienne (+1,4 point). À l'inverse, quatre zones d'emplois connaissent une décroissance majeure : **Montélimar et Moulins (-3,1 points), Romans-sur-Isère (-3,3 points) et Oyonnax (-4,1 points).** Parmi les grandes agglomérations, la trajectoire de Lyon s'est retournée (+0,6% après -0,3%), Clermont-Ferrand accentue sa croissance (+1,3% après +0,2%), tandis que Grenoble (-1% après -1,2%) et Saint-Étienne (-1,5% après -0,7%) continuent d'évoluer négativement. Trois zones d'emplois enregistrent en revanche une baisse de leurs volumes d'emplois supérieure à -3% : Ussel, Oyonnax et Moulins.

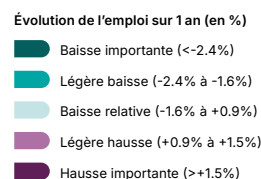
Sur l'année 2025, les zones d'emplois d'Auvergne-Rhône-Alpes ont perdu au total -477 emplois contre un gain de +1 384 en 2024. Parmi les zones d'emplois aux croissances les plus élevées, on note les présences de Lyon (+4 482) et Clermont-Ferrand (+1 896), tandis que celles de Grenoble (-2 109) et de Saint-Étienne (-2 299) connaissent les pertes brutes les plus fortes. À noter, qu'à l'horizon 2026, plusieurs plans de suppressions d'emplois menacent la région : Bosch à Moulins-Yzeure dans l'Allier, Capgemini, la Société Générale.

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emplois demeure en moyenne supérieur de +4,6% à celui de 2019. Les plus grands écarts se situent toujours dans les mêmes zones d'emplois : La Maurienne (+11,7%) et Oyonnax (-4,3%). Les grandes agglomérations (Lyon, Valence, Clermont-Ferrand et Grenoble) semblent avoir retrouvé une dynamique (+6,3% en moyenne), à l'exception de Saint-Étienne dont l'évolution est plus lente (+1,7%). À l'inverse, quatre zones d'emplois enregistrent un volume négatif par rapport à l'avant crise (La Vallée de l'Arve, Ussel, Montluçon et Oyonnax).



Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur un an

(4^e trimestre 2025 - 4^e trimestre 2024)



Source : URSSAF - Effectifs salariés du secteur privé (hors agricole) ; données CVS

La dynamique de l'embauche

Suspension de la publication des séries des déclarations d'embauche

De récentes analyses montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans cette publication. **Ainsi, en l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la publication des séries de déclarations d'embauches est suspendue. En outre, il convient de considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période avril 2025-septembre 2025.**

3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

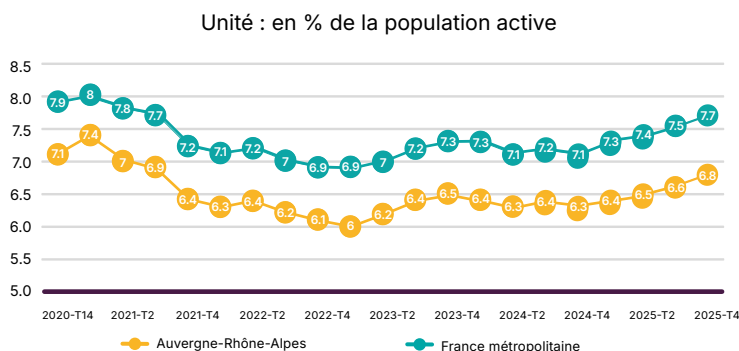
Le taux de chômage

L'augmentation du taux de chômage accélère au 4ème trimestre 2025

Au 4ème trimestre 2025, le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes croît (+0,2 points et 6,8%). C'est le taux le plus fort enregistré en région depuis quatre ans, le chômage s'élevait alors à 6,9% au 3ème trimestre 2021. La France métropolitaine évolue au même rythme passant de 7,5 à 7,7% de la population active.

Toutes les régions françaises ont connu une augmentation de leur taux de chômage au 4ème trimestre 2025 et Auvergne-Rhône-Alpes demeure toujours la 4ème région française au taux de chômage le plus bas.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine

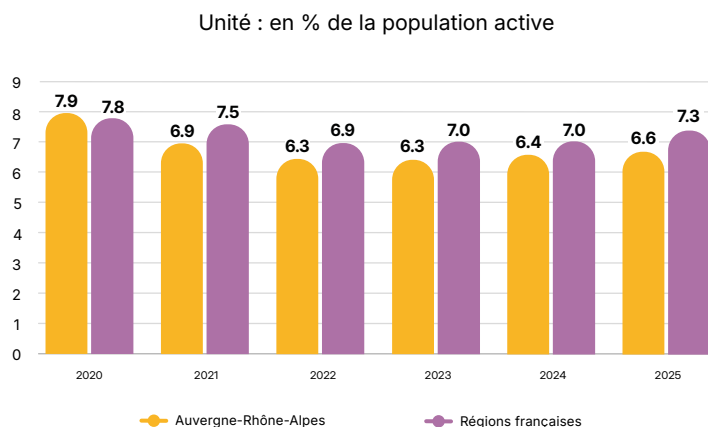


Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

Sur l'ensemble de l'année, Auvergne-Rhône-Alpes a enregistré un taux de chômage moyen de 6,6%, soit une moyenne de 0,7 point inférieure à l'ensemble des régions françaises.

C'est néanmoins la moyenne annuelle la plus élevée sur le territoire régional depuis 2021.

Taux de chômage annuel moyen en région Auvergne-Rhône-Alpes



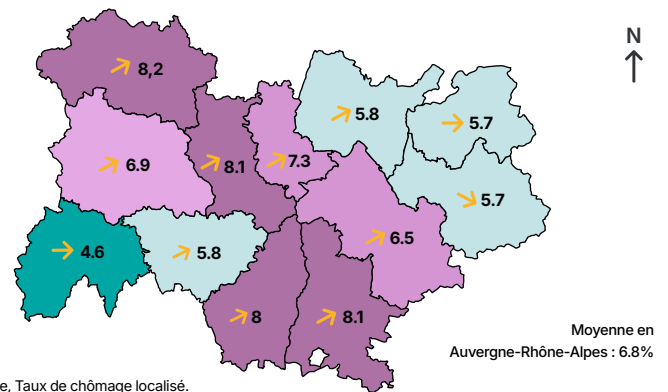
Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

À l'automne, tous les départements de la région ont vu leur taux de chômage augmenter, à l'exception du Cantal et de la Haute-Savoie où il est resté stable. Cette dynamique s'avère marquée dans l'Ardèche et le Rhône (+0,3 points). À noter, que quatre départements ont dépassé la part de 8% de la population active au chômage : l'Ardèche (8%), la Drôme et la Loire (8,1%) ainsi que l'Allier (8,2%). Ces départements se retrouvent ainsi au-dessus de la moyenne des départements français (7,5%).

Cette hausse reflète le niveau relatif de la croissance économique qui impacte la création d'emplois, mais aussi l'augmentation de la population active qui se fait en décalage avec les faibles créations d'emplois par le marché du travail. Aussi, la dégradation de la situation chez les jeunes, tire le taux global à la hausse.

Taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes par département au 4^{ème} trimestre 2025

Unité : en % de la population active
 ➤ : évolution du taux de chômage par rapport au trimestre précédent



Source : Insee, Taux de chômage localisé.

L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis). Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Une documentation méthodologique est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

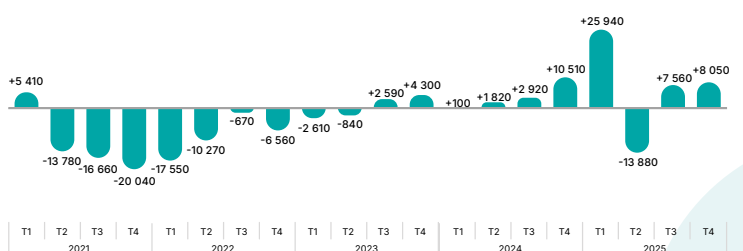
Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail.

Une hausse de la demande d'emploi à l'été et sur un an

En moyenne au 4^{ème} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 637 950. Ce nombre a augmenté de +1,3% au cours du trimestre, soit +8 050 inscrits supplémentaires, prolongeant la dynamique déjà observée au trimestre précédent. Sur un an, la progression atteint +4,5%, soit +27 670 inscrits supplémentaires.

Dans le détail, cette évolution a principalement été portée par la catégorie A, c'est-à-dire les personnes sans emploi, dont les effectifs s'élevaient à 353 150. Ceux-ci ont progressé de +3,2% sur le trimestre (+10 870 inscrits) et de +6,8% sur un an (+22 560 inscrits). À l'inverse, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), au nombre de 284 800, reculent légèrement sur le trimestre (-1,0%, soit -2 820 inscrits), tout en demeurant en hausse sur un an (+1,8%).

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi (inscrits en catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes



Une progression de la demande d'emploi dans l'ensemble des territoires, avec des disparités départementales

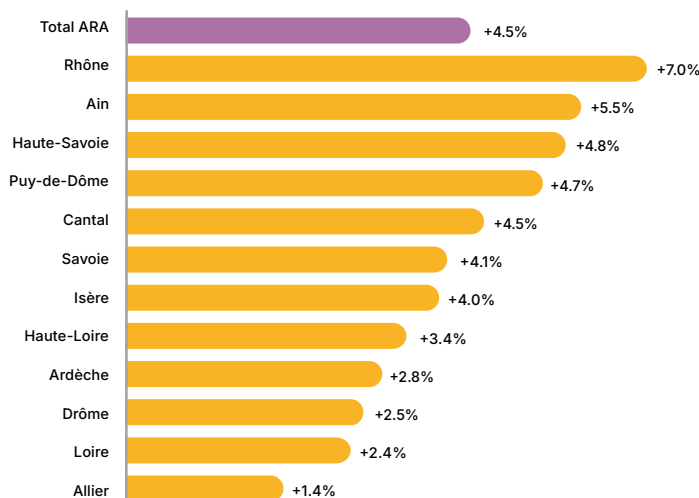
Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C concerne l'ensemble des départements de la région, avec des intensités variables.

Le Rhône enregistre la progression la plus marquée (+7,0%), devant l'Ain (+5,5%), la Haute-Savoie (+4,8%) et le Puy-de-Dôme (+4,7%). La Savoie (+4,1%) et le Cantal (+4,5%) affichaient également des évolutions soutenues.

À l'inverse, la hausse demeure plus modérée dans plusieurs départements, notamment dans l'Allier (+1,4%), la Loire (+2,4%), la Drôme (+2,5%) et l'Ardèche (+2,8%).

Évolution annuelle de la demande d'emploi en catégorie ABC

entre le 4^{ème} trimestre 2025 et le 4^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC

Une hausse de la demande d'emploi pour l'ensemble des publics, plus marquée chez les jeunes

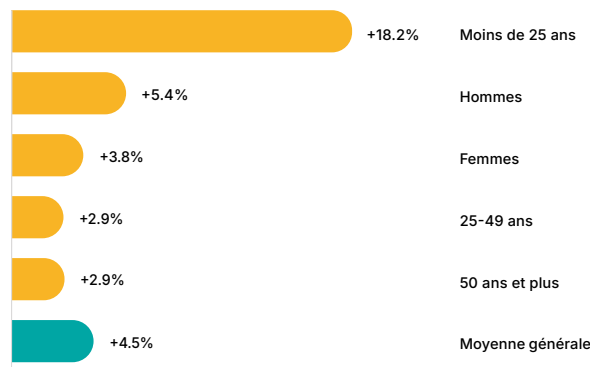
Au 4^{ème} trimestre 2025, toutes les classes d'âge sont concernées par la hausse de la demande d'emploi en catégories A, B, C sur un an.

Les moins de 25 ans restent les plus fortement impactés, avec une progression de +18,2% sur un an. Cette hausse demeure nettement supérieure à celle observée chez les 25-49 ans (+2,9%) et chez les 50 ans ou plus (+1,7%).

Par ailleurs, la hausse de la demande d'emploi apparaît plus prononcée chez les hommes (+5,4%) que chez les femmes (+3,8%). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an continue également d'augmenter (+4,2%), tout comme celui des publics les moins qualifiés (+4,3%).

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

entre le 4^{ème} trimestre 2025 et le 4^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en bleu.

Les offres d'emplois en baisse au 4^{ème} trimestre 2025 et sur un an

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume des offres d'emploi a baissé sur le trimestre. Sur l'année, France Travail a collecté 438 270 offres d'emploi sur la région en baisse de 15,8% par rapport au cumul 2024.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous abonnant à la Lettre d'information : « L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes ».

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Competences.fr](https://www.via-competences.fr) - Veille conjoncturelle

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **Altars**, Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France, 4^{ème} trimestre et bilan 2025, Janvier 2026, 54 p.
- > **Aura Entreprises**, Synthèse conjoncturelle régionale n°13, Mars 2026, 36 p.
- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, 19 décembre 2025, Projections intermédiaires, 16 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, Octobre, Novembre et Décembre 2025.
- > **BPI**, La création d'entreprise en Auvergne-Rhône-Alpes, Chiffres de Décembre 2025, Fiche statistique, 10 p.
- > **CCI Auvergne-Rhône-Alpes**, Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes TPE-PME, Février 2026, 6 p.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 4^{ème} trimestre 2025, Auvergne-Rhône-Alpes, 27 p.
- > **DRFIP**, Eco News de la DRFIP d'Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône, N°1 – Février 2026, 2 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, Inflation ravivée, croissance fragilisée, 24 mars 2026, 114 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 3^{ème} trimestre 2025, Informations rapides n°300, 28 novembre 2025, 4 p.
- > **INSEE**, Une fin d'année à l'image d'une année morose, n°51, Avril 2026, 4 p.
- > **URBALYON**, Observatoire Partenarial Economie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°68, Des inquiétudes qui s'installent, Novembre 2025, 16 p.
- > **URSSAF**, Les effectifs salariés privés en léger recul au 4^{ème} trimestre 2025 en Auvergne-Rhône-Alpes, Avril 2026 – Stat'UR N°59, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^{ème} trimestre 2024 par rapport au 3^{ème} trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Magrit.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) & Magali VENZAC et Quitterie MESSAUT (Urssaf Auvergne et Rhône-Alpes), avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences) • **Mise en page et communication** : Magali TOURNON (Via Compétences) • **Date de publication** : Mai 2026

• Email contact : contact@via-competences.fr